

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR
ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU la demande présentée par M. Loïc PERRON demeurant à MUR DE BRETAGNE au lieu-dit « Le Pont Brun » en vue de la régularisation de la situation administrative à cette adresse (section YH n°8b) d'un poulailler d'une capacité de 45000 Animaux Equivalents (15 000 dindes de chair), à moins de 100 mètres d'un tiers, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de MUR DE BRETAGNE (du 17 septembre 1996), KERGRIST(56) (du 26 août 1996), CLEGUEREC(56) (du 25 septembre 1996) et NEUILLAC (56) (du 9 septembre 1996) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile émis respectivement les 8 octobre 1996, 18 septembre 1996 et 2 août 1996 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 4 juillet 1997 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 25 juillet 1997 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

M. Loïc PERRON demeurant à MUR DE BRETAGNE au lieu-dit « Le Pont Brun » est autorisé à exploiter à cette adresse (section YH n°8b), à moins de 100 mètres d'un tiers, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 45 000 animaux équivalents (15 000 dindes de chair) de plus d'un mois en présence simultanée à savoir :

- élevage à régulariser45 000 Animaux Equivalents (15 000 dindes de chair)

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

1°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

2°) Prescriptions spéciales :

Il serait souhaitable, si ce n'est déjà fait, d'installer à moins de 300 mètres de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de MUR DE BRETAGNE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Loïc PERRON.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Loïc PERRON dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de GUINGAMP

Le Maire de MUR DE BRETAGNE

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Loïc PERRON pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de KERGRIST(56), CLEGUEREC(56), SAINT AIGNAN(56) et NEUILLAC(56) pour information.

SAINT-BRIEUC, le 01 DEC. 1997



LE PREFET,
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jean-François PAGES